

Ukraine

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

➡ *Actions des forces de sécurité et enquêtes effectives*

Torture et/ou mauvais traitements par la police, principalement en vue d'obtenir des aveux, absence d'enquêtes effectives en cas de plaintes.

Groupe Kaverzin (23893/03)
Arrêt définitif le 15/08/2012

Surveillance soutenue

État d'exécution

Absence d'enquêtes effectives sur des crimes signalés ; manquement des autorités de surveillance à leur obligation d'assurer un contrôle effectif de la conduite des enquêtes.

Groupe Khaylo (39964/02+)
Arrêt définitif le 13/02/2009

Surveillance soutenue

État d'exécution

Absence de protection d'un journaliste menacé de mort et finalement tué ; enquêtes inefficaces de l'homicide.

Gongadze (34056/02)
Arrêt définitif le 08/02/2006

Surveillance soutenue

État d'exécution

Absence d'enquêtes effectives sur les actes de violence à l'encontre des requérants, y compris sur les éventuels motifs de haine raciale ou religieuse à l'origine des attaques.

Groupe Fedorchenko et Lozenko (387/03+)
Arrêt définitif le 20/12/2012

Surveillance soutenue

État d'exécution

➡ *Décès au cours du service militaire*

Défaut d'enquête effective sur les décès survenus pendant le service militaire.

Chevtchenko (32478/02)
Arrêt définitif le 04/07/2006

Surveillance soutenue

État d'exécution

➡ *Protection contre les mauvais traitements*

Problème systémique de l'irréductibilité des peines à perpétuité ainsi que du manquement des autorités à protéger la **santé du requérant en détention**.

Groupe Petukhov n° 2 (41216/13+)
Arrêt définitif le 09/09/2019

Surveillance soutenue

État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

► *Légalité de la détention et questions connexes*

Détention provisoire illégale et/ou excessivement longue, notamment postérieurement à la clôture des enquêtes, et en l'absence de décision judiciaire ; contrôle juridictionnel inefficace et excessivement formaliste de la détention et absence d'un droit à indemnisation.

Groupe Ignatov (40583/15)
(ex groupe Kharchenko)
Arrêt définitif le 15/03/2017

Surveillance soutenue

État d'exécution

Mauvaises conditions matérielles de détention et de transport, et absence de traitements médicaux adéquats :

- Centres de détention provisoire ;

Groupe Nevmerjitski (54825/00+)
Arrêt définitif le 12/10/2005

Surveillance soutenue

État d'exécution

- Prisons ;

Sukachov (14057/17)
Arrêt définitif le 30/05/2020

Surveillance soutenue

État d'exécution

- Postes de police.

Groupe Melnik (72286/01+)
Arrêt définitif le 28/06/2006

Surveillance soutenue

État d'exécution

Groupe Yakovenko (15825/06+)
Arrêt définitif le 25/01/2008

Surveillance soutenue

État d'exécution

Groupe Isayev (28827/02+)
Arrêt définitif le 28/08/2009

Surveillance soutenue

État d'exécution

Absence de traitement médical adéquat en détention.

Groupe Logvinenko (13448/07+)
Arrêt définitif le 14/01/2011

Surveillance soutenue

État d'exécution

Torture de détenus d'une prison à sécurité minimale par les forces spéciales dédiées aux prisons afin de réprimer un mouvement de protestation et punir les prisonniers ayant entamé une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention et les empêcher de

Groupe Karabet (38906/07)
Arrêt définitif le 17/04/2013

Surveillance soutenue

État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

saisir la justice ; absence d'enquêtes effectives ; non-restitution des objets saisis.

► **Protection contre l'abus de pouvoir**

Détention provisoire utilisé, au cours d'une procédure pénale engagée dans un contexte politique, pour des raisons autres que celles autorisées par la Convention (pour punir l'un des requérants d'avoir clamé publiquement son innocence (*Lutsenko*) et l'autre pour avoir manqué de respect vis-à-vis du tribunal (*Tymoshenko*)) notamment, en raison de l'indépendance insuffisante du ministère public.

Lutsenko (6492/11)
Arrêt définitif le 19/11/2012

Surveillance soutenue

État d'exécution

Tymoshenko (49872/11)
Arrêt définitif le 30/07/2013

Surveillance soutenue

État d'exécution

► **Organisation du système judiciaire**

Violations relatives à l'indépendance et à l'impartialité du système judiciaire : ingérence du pouvoir exécutif et législatif dans les procédures judiciaires pendantes ; système de discipline judiciaire défaillant.

Groupe Oleksandr Volkov (21722/11+)
Arrêt définitif le 27/05/2013

Surveillance soutenue

État d'exécution

► **Équité des procédures pénales**

Violation du droit de garder le silence et de ne pas s'auto-incriminer ; pratiques abusives, notamment à travers l'utilisation de la détention administrative, afin d'éviter l'exigence légale de la présence d'un avocat lors des interrogatoires.

Groupe Balitskiy (12793/03+)
Arrêt définitif le 03/02/2012

Surveillance standard

État d'exécution

Torture en garde à vue et utilisation d'aveux obtenus sous la contrainte au cours du procès ; absence d'enquête effective.

Groupe Yaremenko (32092/02+)
Arrêt définitif le 12/09/2008

Surveillance soutenue

État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

► *Durée des procédures judiciaires*

Durée excessive des procédures judiciaires et absence de recours effectifs :

- Procédures civiles ;

- Procédures pénales.

Groupe Svetlana Naoumenko (41984/98+)

Arrêt définitif le 30/03/2005

Surveillance soutenue

État d'exécution

Groupe Merit (66561/01+)

Arrêt définitif le 30/06/2004

Surveillance soutenue

État d'exécution

► *Exécution des décisions judiciaires*

Problème structurel majeur de non-exécution ou de retard dans l'exécution des décisions judiciaires internes, pour la plupart rendues à l'encontre de l'État et à l'encontre d'entreprises d'État, et à l'absence de recours effectifs à cet égard.

Groupe Zhovner (56848/00+)

Arrêt définitif le 29/09/2004

et

Yuriy Nikolayevich Ivanov (40450/04)

Arrêt définitif le 15/01/2010

Surveillance soutenue

État d'exécution

Burmych et autres (46852/13)

Arrêt définitif le 12/10/2017

Surveillance soutenue

État d'exécution

► *Vie privée et familiale*

Obligation positive de l'État d'assurer la protection effective de la requérante **contre la violence domestique**.

Levchuk (17496/19)

Arrêt définitif le 03/12/2020

Surveillance soutenue

État d'exécution

► *Liberté d'expression*

Usage disproportionnée de mesures de détention administrative pour des actes de liberté d'expression ; absence d'effet suspensif des appels introduits contre les délits administratifs.

Shvydka (17888/12)

Arrêt définitif le 30/01/2015

Surveillance soutenue

État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

➡ Liberté de réunion

Absence de loi claire et prévisible concernant l'organisation de manifestations pacifiques – participants sanctionnés sans base légale.

Vyerentsov (20372/11)
Arrêt définitif le 11/07/2013

Surveillance soutenue

État d'exécution

Interdiction illégale d'une grève du fait de l'absence de loi claire et prévisible.

Veniamin Tymoshenko et autres (48408/12)
Arrêt définitif le 02/01/2015

Surveillance soutenue

État d'exécution

Sanctions disproportionnées (peines de prison allant jusqu'à quatre ans) imposées à des organisateurs de manifestations de masses à Kiev qui ont par la suite engendré des violences et constitué une entrave à l'ordre public.

Karpyuk et autres (30582/04 et 32152/04)
Arrêt définitif le 06/01/2016

Surveillance standard

État d'exécution

Violations multiples des articles 11, 3, 5, également 2 et 8 dans le cadre de la **stratégie délibérée des autorités pour mettre fin aux manifestations de Maidan en 2013-2014** et absence d'enquêtes effectives et indépendantes.

Groupe Shmorgunov et autres (15367/14)
Arrêt définitif le 21/04/2021

Surveillance soutenue

État d'exécution

➡ Coopération avec la Cour européenne

Refus des autorités de fournir à des détenus les copies de documents des dossiers de leurs affaires, rendant impossible un examen efficace de leur requête par la Cour.

Groupe Naydyon (16474/03+)
Arrêt définitif le 14/01/2011

Surveillance soutenue

État d'exécution

Vasiliy Ivashchenko (760/03)
Arrêt définitif le 26/10/2012

Surveillance soutenue

État d'exécution

Manquement des autorités à leur obligation de se conformer à des mesures provisoires indiquées par la Cour européenne en vertu de l'article 39 afin de fournir des soins médicaux.

Salakhov et Islyamova (28005/08)
Arrêt définitif le 14/06/2013

Surveillance soutenue

État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

➔ *Droit de propriété*

Saisie illégale de biens par la police ; absence de recours effectives.

**Groupe Koval et autres
(22429/05+)**

Arrêt définitif le 15/02/2013

Surveillance soutenue

État d'exécution

➔ *Recours effectif*

Diverses lacunes dans les procédures liées à l'asile, notamment l'absence d'évaluation des risques avant le retour dans le pays d'origine, la détention, l'absence de recours effectif avec effet suspensif automatique pour contester une décision de refus d'entrée sur le territoire d'un demandeur d'asile clandestin (même lorsque des risques de traitement contraire à l'article 3 de la Convention existent dans le pays d'origine).

**Groupe Kebe et autres
(12552/12+)**

Arrêt définitif le 12/04/2017

Surveillance soutenue

État d'exécution